TC4759

Rep 4716

LE TIMOR ORIENTAL ET LES DROITS HUMAINS

Aprés la chute du régime colonial-fasciste le 25 Avril 1974, le Portugal ne réalisa pas la même perspective de décolonisation pour ses possessions en Afrique et au Timor Oriental.

Les prétentions croissantes de l'Indonésie - qui de nation anti-coloniale et anti-impérialiste, membre actif du Mouvement des Non-Alignés est devenue un état expansionniste - sur le territoire de Timor-Oriental, amenèrent le Portugal à suivre une politique qui représentait l'abandon des principes qui avaient conduit à la proclamation de L'Indépendance de ses ex-colonies en Afrique.

C'est devant une situation de menaces et d'interventions croissantes de l'Indonésie, concrétisées par des coups de main armés au long de la frontière, des bombardements aériens et maritimes, un appui voilé à la tentative de coup d'Etat du 10 août 1975 par l'UDT - parti politique timorais qui à l'origine était favorable à la continuation de la présence portugaise --, et aussi devant la renonciation du Portugal et de son administration à intervenir pour garantir les droits du peuple timorais à l'auto- détermination, que le Fretilin proclama unilatéralement l'indépendance le 28 novembre 1975.

Ce fait allait servir de prétexte à l'invasion du territoire par l'Indonésie, invasion dont les préparatifs étaient annoncés depuis Janvier par la presse australienne. Le 7 décembre de cette année l'aviation et la marine de guerre bombardaient sauvagement Dili et Baucau, les deux villes principales du Timor Oriental, ouvrant ainsi le long cortège d'actions de génocide pratiquées sur ce peuple par l'envahisseur et occupant indonésien.

Un peu plus d'un an aprés, en février 1977, Adam Malik déclare 'nous avons tué entre 60.000 et 80.000 timorais mais nous en avons sauvé 600.000'. Or selon une mission de prêtres indonésiens qui ont visité Timor trois mois avant ces déclarations, la population sous contrôle indonésien n'était que de 150.000 et le nombre de morts s'élevait déjà de 80.000 à 100.000. Le reste de la population se trouvait toujours réfugié dans les montagnes où il résistait à l'envahisseur.

L'Indonésie isola complètement Timor du reste du monde et le génocide se déroula à l'abri de ce silence. Les premiers représentants de la Croix Rouge Internationale ne furent autorisés à entrer au Timor Oriental qu'en 1979. Ils furent autorisés à visiter 13 camps de regroupement contrôlés par l'armée: sur leurs 75.000 habitants, 60.000 se trouvaient dans un état de subnutrition alarmant et 20.000 ne pourraient survivre.

Diverses tentatives indonésiennes pour montrer que le peuple timorais avait choisi l'intégration se sont révélées infructueuses. Ni le vote de 28 personnes choisies par l'Indonésie et constituées en Assemblée Régionale Populaire, ni l'intégration décidée à l'unanimité par l'Assemblée parlementaire indonésienne ne peuvent être considérées comme actes d'autodétermination du peuple timorais. Sa participation aux élections législatives indonésiennes en mai 1982, auxquelles ne se présentaient que des partis politiques indonésiens et auxquelles les timorais, obligés de participer, auraient voté à 99,5% en faveur du parti gouvernemental Golkar, ne méritent pas la moindre confiance.

Cessez-le-feu et reprise des combats

Aprés plus de 7 ans d'occupation l'Indonésie reconnut elle-même que le peuple de Timor Oriental continuait a refuser l'intégration. En mars 1983 elle acceptait de s'asseoir à la table des négociations avec les dirigeants du Fretilin, en territoire contrôlé par ceux-ci, pour des conversations préliminaires où ce Mouvement présenta un Plan de Paix exigeant un acte d'auto-détermination sous contrôle de l'ONU et au cours desquelles fut accordé un cessez-le-feu. L'occupant reconnaissait ainsi par les faits qu'il n'était pas arrivé à étouffer la volonté du peuple timorais d'exercer son droit à l'auto-détermination et reconnaissait aussi le Fretilin comme expression politique et militaire de cette volonté.

Mais, contrairement à ce qui avait été accordé, Djakarta n'informa pas le Secrétaire Général de l'ONU de l'ouverture de ces conversations et, lorsqu'elles furent connues, prétendit qu'elles préparaient 'la reddition des derniers guerrilleros'.

En même temps (juin 1983) le général Benny Murdani, chef d'Etat-Major Genéral, lançait un ultimatum au Fretilin: 'Reddition ou mort'. Dans ce climat tendu se produisent divers incidents.

En juillet une patrouille indonésienne abat 3 guerrilleros désarmés. Le Fretilin proteste contre cette violation du cessez-le-feu mais ne riposte pas.

En août, aprés une fête à Craras, des militaires indonésiens violent plusieurs femmes et jeunes filles. La population se venge et 16 des 19 militaires indonésiens sont tués, tous les hommes du village s'enfuient ensuite vers les montagnes avec les armes capturées. En représailles l'armée indonésienne tuera plus de 200 civils, les femmes et enfants restés au village.

Quelques jours plus tard des timorais incorporés dans l'armée indonésienne ('Hansips') désertent, ils tuent une quinzaine de soldats indonésiens, récupèrent leurs armes et rejoignent le maquis.

Le gouvernement de Djakarta utilise ces deux dernières attaques pour justifier la grande offensive militaire qu'il préparait depuis juin et qu'il lance à ce moment comme il l'avait annoncé. De fait ces incidents sont déjà la conséquence d'un climat de tension et d'insécurité dû à l'ultimatum du général B. Murdani et aux préparatifs militaires indonésiens.

Le 16 août 1983 le général B. Murdani proclame: 'Fini de s'amuser. Pas de quartiers. Les Forces Armées utiliseront tous les moyens à leur disposition'.

De nombreux bataillons d'élite appuyés par un potentiel militaire hors de proportion avec la prétendue insignifiance de la guerilla débarquent à Timor tandis que d'innombrables civils sont emprisonnés, torturés ou portés disparus.

C'est le génocide commencé en 1975 qui reprend aprés cinq mois de cessez-le-feu. Devant l'escalade indonésienne et les limitations mises à son action la Croix Rouge Internationale décide de cesser ses fonctions sur le territoire (excepté l'îlot prison de Ataúro).

Échec de la nouvelle offensive

Malgré les moyens employés l'opération commencée au mois d'août de 1983 n'a pas plus de succès que celles qui se répètent depuis 9 ans. Son terme est sucessivement reporté depuis Octobre 1983 et, incapables d'obtenir le succès qu'ils espéraient contre la guerilla, les militaires indonésiens rejournent leur violence contre la population civile sous leur contrôle.

Ce n'est pas la guerilla qui est victime des opérations militaires indonésiennes, celle-ci leur échappe, le général Murtopo a lui même confessé à un journaliste canadien que ses soldats 'tirent contre des ombres'. Les victimes sont ces populations que le gouvernement indonésien prétend aider sur la voie du développement. Malgré le sévère blocus imposé à l'entrée d'observateurs étrangers impartiaux il est aujourd'hui possible, grâce aux informations qui passent au travers des mailles de ce filet, de se faire une idée de la situation.

Témoignages sur la situation actuelle

'Comme vous le savez la situation a empiré depuis le 8 août' écrit Mgr Belo, Administrateur Apostolique de Dili, à son prédecesseur Mgr da Costa Lopes le 16/2/84. 'Des personnes ont été arrêtées dans tous les postes (600 rien qu'à Dili)' ajoute Mgr Belo et 'ils en font disparaître d'autres'. Le responsable de l'Eglise Catholique signale une nouveauté par rapport à la pratique courante depuis 1975, les personnes arrêtées 'sont jugées par des tribunaux militaires mais nous ne savons pas si ces tribunaux sont impartiaux et s'il y a des avocats de la défense...

"Rien qu'à Lospalos, dit encore Mgr Belo, il y a 10 bataillons et ces 'bapaks' (militaires indonésiens NDR) n'arrivent pas à gagner la guerre. Ils pensaient en finir jusqu'à la fin de 1983 mais nous sommes en février et l'on ne voit pas le résultat de cette opération militaire. Ils ont commencé à mobiliser de nouveau les populations civiles... Nous sommes étonnés, comment dans ce pays où ils ont tant de bataillons, hélicoptères, tanks et bombardiers, ont-ils encore besoin de l'appui de la population."

La Croix Rouge (indonésienne) n'entre pas dans les prisons, moi-même je ne suis pas autorisé à célébrer l'eucharistie pour les prisonniers politiques de Dili' écrit encore Mgr Belo qui ajoute: 'L'Eglise est persécutée et accusée, nos écoles sont perquisitionnées et les élèves interrogés. La résidence des pères salésiens de Baucau a été sauvagement fouillée par les soldats indonésiens'.

Dans une lettre du 22 mars 1984 un autre prêtre écrit: 'La situation est extrêmement pesante.. La guerre continue. Le génocide de la population de ce véritable camp de concentratiton continue. Chaque agglomération n'est rien d'autre qu'un enclos de bétail où le militaire vient choisir qui il va tuer ou torturer. Ils payent de hauts prix à des espions pour accuser ceux qu'ils veulent éliminer; cette forme de guerre s'étend à tout ce territoire...

Ils sont aussi furieux parce que l'Eglise n'appelle pas la résistance à se rendre (pour ensuite les tuer tous comme c'est l'habitude); pour cela 3 missions importantes ont reçu de fortes menaces des occupants, ils ont empêché le prêtre de se déplacer, ont pris les catéchistes, frappés les professeurs et élèves des écoles de mission... Dans plusieurs agglomérations ils obligent la population elle même à tuer des éléments de cette même agglomération; et malgré cela, quelques jours plus tard ils obligent cette même population à organiser des fêtes et à supporter les dépenses de ces fêtes. On ne peut imaginer le sadisme et l'esprit mesquin de ces individus'.

Une autre lettre encore des milieux religieux de Timor Oriental datée des derniers jours de février raconte:

'Un élève de la mission qui fréquentait le SMP a perdu son père et ses deux oncles. Les 3 furent assassinés par les militaires. Alors cet élève appelé Pedro, plein d'angoisse et d'amertume, est allé se plaindre au commandant des bérêts rouges 'Topi Merah'. Comme réponse les militaires passèrent une corde au cou de Pedro et le pendirent à un arbre. C'est ainsi qu'est mort pendu ce jeune appelé Pedro, élève du SMP de la mission de Bobonaro parce qu'il pleurait la mort de son père'.

Dans une lettre arrivée en mai un prêtre écrit: 'En ce moment la population masculine est mobilisée pour accompagner les bataillons dans les opérations en cours; aprés les examens iront aussi les élèves des écoles. Dans la zone de Baucau la population a déjà été mise en mouvement. Tout le monde ici sait que cela signifie de grands massacres de population, même dans les agglomérations; la liste des personnes qui vont être assassinées est faite à l'avance. On dit ici que les militaires veulent noyer tout cela dans le sang au cours des prochains mois pour se présenter aux Nations-Unies la tête haute'.

Divers journaux de différents pays se sont fait écho des informations des prépotences et discriminations commises par l'occupant indonésien sur la population civile du territoire de Timor Oriental.

Gilles Bertin, correspondant de France Presse à Djakarta relate dans un article de 'Australian' du 6 janvier 1984 intitulé 'Timorese face starvation as Military Operations disrupte food production' que: 'entretemps les emprisonnements continuent: 600 personnes ont récemment été emmenées pour interrogatoires à Dili, 125 à Baucau et 34 à Viqueque, selon des sources bien informées.

Huit étudiants de 14 - 15 ans ont été arrêtés à Viqueque et maintenus plusieurs jours dans une salle tellement étroite qu'ils ne pouvaient dormir, affirme une source catholique.

Des dizaines de personnes, y compris trois enfants ont été emmenés par des inconnus en civil, disent les mêmes sources, qui expriment la crainte que ces disparus puissent subir le même sort que les 3000 - 4000 présumés criminels qui ont été exécutés depuis avril par des assassins mystérieux dans l'archipel indonésien'.

Dans le 'Guardian Third World Review', la journaliste Jill Joliffe écrit le 10 février:

'Tous les jours des avions et des bateaux débarquent plus de soldats, généralement des bérêts-rouges et tous les jours sont arrêtés et emmenés davantage de timorais, emmenés vers Bali pense-t-on, raconte António récemment arrivé. Comme la plupart des Mauberes, António a peur de parler librement, il craint des représailles sur sa famille et demande que son nom véritable ne soit pas mentionné.

Selon António et d'autres réfugiés la loi martiale a été imposée en septembre et les militaires indonésiens ont perquisitionné maison par maison à Dili arrêtant ceux qui étaient suspects d'appuyer le Fretilin. Ils comparent la situation actuelle à l'invasion en 1975...

Les réfugiés racontent que la résistance se défend bien mais que la population civile souffre terriblement. Les bérêts rouges brûlent systématiquement les villages et citent plusieurs massacres comme a Luca, dans le Sud-Est, en novembre, où plusieurs centaines de personnes furent tuées'.

De son côté, Madeleine Prowse, écrit dans le 'South China Morning Post' du 11 mars 1984 un article intitulé 'Chronique de la brutalité au Timor Oriental':

'Les réfugiés qui ont réussi à fuir le territoire du Timor Oriental contrôlé par l'Indonésie font état de brutalité, répression et faim à un niveau sans précédent depuis que Djakarta a lancé une nouvelle offensive à l'automne dernier.

Beaucoup de réfugiés ont de la difficulté à parler de leur expérience. Ceux qui sont sortis avec l'aide de la Croix Rouge Internationale ont dû signer un document indonésien disant accepter que, s'ils parlent de Timor Oriental à l'étranger, leurs familles en souffriraient les conséquences.

Ceux qui se sont enfuis illégalement vivent dans la terreur de ce qui peut arriver à leurs familles et à ceux qui les ont aidé à s'enfuir.

Les réfugiés disent que les indonésiens sont en train d'éliminer systématiquement tous les sympathisants du Fretilin et leurs familles jusqu'à la 4 ème génération - grands--parents et petits-enfants.

Dans son dernier rapport sur Timor Oriental, Amnesty International cite un ancien membre des services secrets indonésiens sur les tortures appliquées aux prisonniers avant de les tuer.

Pendant les interrogatoires ils étaient en général torturés surtout si les responsables pour l'interrogatoire pensaient qu'il s'agissait de soldats ou dirigeants du Fretilin.

Ils sont battus, torturés par des cigarettes que l'on éteint sur la figure dans la région autour de la bouche ou par chocs électriques, parfois sur les organes génitaux, dit le rapport.

La nouvelle offensive gouvernementale a aussi apporté des milliers de civils indonésiens qui s'emparent de tous les postes clé de l'administration et du commerce dans une tentative d'écraser les huit années de résistance maubere par l'asphyxie de sa culture et de sa langue'.

C'est l'écho de ces cris de douleur et de révolte qui arrivent à passer la muraille de silence dressée par l'occupant indonésien qui amène des secteurs croissants de l'opinion publique mondiale à manifester leur préocupation et solidarité croissante avec la lutte du peuple maubere.

Une préoccupation croissante

Les Évêques indonésiens qui s'étaient d'abord montrés favorables à l'intégration, jugeant sans doute qu'elle était inévitable, ont changé d'opinion face à l'ampleur de la résistance et des massacres commis pour la réaliser, assument une position différente en novembre 1983, dans une longue lettre au clergé de Timor Oriental et où ils font appel au respect des Droits de l'Homme au Timor Oriental.

Les Évêques portugais, silencieux pendant 8 ans, ont fini eux aussi par proclamer que cette résistance est le signe évident de 'la conscience d'une entité nationale fortement ressentie et qui n'admet pas de se voir réprimée ou annihilée' (mars 1984). Ils dénoncent aussi le génocide 'non seulement un génocide physique mais aussi un génocide, disons culturel, celui-ci plus grave que le premier parce qu'il affecte aussi bien ceux qui survivent que ceux qui meurent et non seulement les générations présentes mais même les générations à venir'.

Lors de la presentation des lettres de créance du nouvel ambassadeur indonésien auprés du Vatican, le Pape Jean Paul II a manifesté sa preocupation pour la situation à Timor et l'espoir d'une considération spéciale, en toutes circonstances, de l'identité culturelle, religieuse et ethnique du peuple du Timor Oriental'.

De visite à Djakarta le Secrétaire d'État Américain George Schultz a communiqué au Ministre des Affaires Etrangères indonésien le contenu d'une lettre de 123 congressistes, démocrates et republicains, qui évoquent les violations des Droits de l'Homme au Timor Oriental.

Dans un éditorial intitulé 'Une Prison Appelée Timor-Est' le New York Times rappelle que Timor O. a été triplement offensé par l'Indonésie. Elle a envahit Timor en 1975, un an plus tard elle a annexé le territoire et depuis cette date et sous son administration plus de 100.000 timorais, 1/6 de la population, majoritairement catholique, serait mort de faim, de maladie ou en combattant'. L'editorialiste affirme que Schultz a là une opportunité de montrer que les USA s'opposent aux guerres coloniales injustes'.

Le Congrés du Parti Travailliste Australien réalisé en Juillet à Camberra a 'manifesté sa preocupation pour la situation vécue au Timor Oriental et pour les menaces à la vie humaine et à la sécurité dans le territoire'.

Ces prises de position expliquent pourquoi les occupants de Timor tiennent à maintenir ce territoire isolé du reste du monde et, pour reprendre les paroles du New York Times, transformé en prison.

Il est donc fondamental pour la défense des Droits de l'Homme au Timor Oriental de mettre fin à cet isolement, d'ouvrir le territoire aux équipes d'aide humanitaire, aux organisations internationales de défense des droits de l'homme, à ses journalistes indépendants et à des missions religieuses.

Cela sera sans doute un premier pas qui permettra à la communauté des Nations de savoir de la bouche des propres intéressés, le peuple timorais, s'il considère satisfaite une autre revendication fondamentale des Droits de l'Homme: sa libre auto-détermination. Sinon, comme l'a dit Mgr da Costa Lopes devant le Comité des Évêques Américains pour le Développement Social et la Paix Mondiale: 'Sans une véritable autodétermination et indépendance... la guerre et la misère se prolongeront indéfiniment au Timor Oriental'.

Nous croyons que la Commission des Droits de l'Homme saura défendre le juste droit du peuple timorais à une vie pacifique et libre.

A Paz é possível em
TIMOR-LESTE
R. de Campolide, 215-4.º Dto.
1000 Lisboa PORTUGAL

Jean Pierre Cabestan

COMISSÃO PARA OS DIREITOS
DO POVO MAUBERE
Rua Pinheiro Chagas, 77 - 2.º Esq.
1000 LISBOA — PORTUGAL

Ant. Viana Pereira